



AVENIR FINANCE

Société anonyme au capital de 1.320.884,40 €
Siège Social à LYON (69009) - 51 rue de Saint Cyr
402 002 687 RCS LYON

RAPPORT DU PRESIDENT

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 18 juin 2008

SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION

DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET

LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

En complément du rapport général du Conseil d'Administration, et conformément aux dispositions de l'article L 225-37 du code de commerce, nous vous rendons compte aux termes du présent rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, ainsi que du dispositif de contrôle interne mis en place par la société.

Le présent rapport a été élaboré selon les recommandations et exigences formulées par l'AMF. Le Président du Conseil d'administration s'est appuyé à cette fin sur des travaux coordonnés par le responsable de la Conformité Groupe, en relation avec la Direction Financière et les directions du Groupe et des filiales. S'ajoute à ces travaux, des contrôles spécifiques de validation et d'analyse des flux de données et ratios financiers coordonnés par la Direction Financière d'Avenir Finance. Avant sa présentation à l'Assemblée Générale, le présent rapport a été communiqué au Conseil d'Administration d'Avenir Finance.



Le gouvernement d'entreprise mis en place dans le groupe AVENIR FINANCE, est adapté à la taille de l'entreprise et à son actionnariat.

A. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. PRESENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est dirigée par un Conseil d'Administration qui est composé, conformément à l'Article 16 des statuts, de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus. Au 31 décembre 2007, il est composé de 5 membres élus pour 6 ans. Ils sont rééligibles au terme de leur mandat.

La liste des membres du Conseil d'Administration de la société incluant les fonctions exercées dans d'autres sociétés figure à l'intérieur du rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Deux administrateurs n'exercent aucune activité au sein du Groupe et sont donc considérés comme indépendants. Est considéré comme indépendant, au sens de la gouvernance d'entreprise, l'administrateur qui n'est pas salarié du Groupe, ni mandataire social, qui n'est pas bénéficiaire avec le Groupe d'une relation économique significative pour lui, et qui n'a pas en qualité de commissaire aux comptes exercé une mission au sein de l'une quelconque des entités du Groupe au cours de l'un des cinq derniers exercices clos.

Aucun seuil de participation dans le capital n'est retenu pour la qualification de membre indépendant.

Le Conseil d'Administration a opté pour le cumul des fonctions de Président et de Directeur Général.

2. MODE DE FONCTIONNEMENT

2.1 Règlement intérieur :

Le Conseil d'Administration a adopté un règlement intérieur qui a pour objet de fixer, dans le cadre des dispositions statutaires et légales en vigueur, le mode de fonctionnement du conseil d'administration de la société AVENIR FINANCE.



2.2 Fréquence des réunions et convocation des membres :

Le règlement intérieur prévoit que le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins une fois par trimestre. Les convocations sont faites par tous moyens, par le Président, ou en son nom, par toute personne qu'il désigne. Les réunions se tiennent en tout lieu fixé par la convocation.

Les Commissaires aux Comptes assistent aux séances du Conseil au cours desquelles sont arrêtés les comptes semestriels ou annuels. Le responsable de la Conformité du Groupe est convié à chaque réunion du Conseil.

Le Conseil d'administration s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2007 sur convocation du Président. Le taux de présence moyen a été de plus de 90% avec un minimum de 80 % et un maximum de 100 % montrant ainsi la forte implication des Administrateurs.

2.3 Procès-verbal des délibérations :

A l'issue de chaque séance du conseil d'administration, le procès-verbal de réunion, contenant notamment un résumé des débats, le résultat des votes et les décisions adoptées, est préparé par le secrétaire du conseil ou toute autre personne désignée par le Président et signé par le Président et un administrateur au moins. En l'absence du Président, le procès-verbal est signé par deux administrateurs au moins.

Le procès-verbal est tenu dans le registre des procès-verbaux du conseil d'administration prévu à cet effet et tenu au siège social de la société.

Les copies et extraits du procès-verbal de délibération sont valablement certifiés par le Président du conseil d'administration, un directeur général, un administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.



Nous vous rappelons ci-après l'ordre du jour des Conseils tenus en 2007 et la participation des Administrateurs :

<p><u>- 12/03/2007:</u> <i>Cinq Administrateurs sur cinq étaient présents</i></p>	<ul style="list-style-type: none">• Examen et arrêté des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice 2006• Attribution gratuite d'actions• Proposition de nomination d'un nouvel Administrateur• Convocation et préparation de l'Assemblée Générale• Autorisation de conventions réglementées
<p><u>- 20/07/2007:</u> <i>Quatre Administrateurs sur cinq étaient présents</i></p>	<ul style="list-style-type: none">• Arrêté des comptes et du rapport relatifs au premier semestre 2007• Constatation de l'augmentation de capital consécutive au paiement du dividende en actions et modification corrélative des statuts• Modification du règlement du plan d'options de souscription d'actions adopté lors de la séance du conseil d'administration du 30 novembre 2004
<p><u>- 10/12/2007:</u> <i>Cinq Administrateurs sur cinq étaient présents</i></p>	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation de l'abondement de l'entreprise versé dans le cadre du plan d'épargne groupe• Activité du groupe au cours de l'exercice• Stratégie du groupe• Programme de rachat

Toutes les questions importantes sont présentées et discutées en Conseil, en particulier touchant la stratégie du Groupe, le développement commercial, la gestion des risques.

Le Président informe également le Conseil des principaux projets ou orientations touchant à la gestion proprement dite (immobilier, sécurité, système d'information, organisation générale...).

Enfin, pour l'arrêté à fin juin et fin décembre, les comptes sociaux et les comptes consolidés d'Avenir Finance lui sont présentés pour arrêté. Le Conseil statue, également, sur la gestion financière de l'ensemble du Groupe.



2.1 CONVENTION REGLEMENTEES

Les procédures d'autorisation préalables sont respectées. Elles concernent les opérations réalisées entre des sociétés du Groupe et des administrateurs ou le Directeur Général.

Il peut s'agir de conventions courantes, dans le cadre des activités du Groupe ou de gestion de l'entreprise, contractées à des conditions exceptionnelles ou de conventions exceptionnelles.

Ces conventions sont transmises aux Commissaires aux Comptes, pour présentation de leur rapport spécial à l'Assemblée Générale. L'inventaire de ces conventions a été établi et communiqué aux Commissaires aux comptes.

2.2 CONVENTIONS DITES « DECLARABLES »

Il s'agit des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et significatives pour l'une des parties. L'inventaire de ces conventions a été établi et communiqué aux Commissaires aux comptes.

2.3 PRESENTATION DES POUVOIRS DONNES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU DIRECTEUR GENERAL

A ce jour, le Conseil d'Administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président Directeur Général ou du Directeur Général Délégué.



B. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

1. LE DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

OBJECTIFS :

Le contrôle interne est défini, au sein du Groupe Avenir Finance, comme le processus mis en œuvre par la Direction visant les objectifs suivants :

- la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'ensemble des activités du Groupe,
- la protection des actifs,
- la connaissance précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- l'assurance que les activités opérationnelles des différentes filiales s'inscrivent dans le cadre défini par les organes sociaux, les lois et règlements en vigueur, par les valeurs internes au Groupe,
- la prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société et en externe.

ENVIRONNEMENT DE CONTROLE ET EVALUATION DES RISQUES

Le Groupe a mis en place un schéma de contrôle fondé sur une organisation issue d'un mode de management décentralisé, en particulier, par type de métiers.

Ce management repose donc sur des dirigeants opérationnels (Filiales organisées par métiers), qui sont responsables de la conduite des activités et des résultats dans le cadre des priorités économiques et humaines, arrêtées par la Direction Générale du Groupe, en charge de la bonne marche opérationnelle de l'ensemble des activités.



LE COMITE DE DIRECTION GROUPE

Il est composé de la direction générale du Groupe et des responsables fonctionnels de la holding (Direction administrative, Direction financière, Secrétariat Général, Responsable de la Conformité Groupe, Contrôle de gestion)

Il se réunit une fois par mois, avec pour mission :

- de faire part de ses analyses et recommandations à la Direction Générale
- examen des reporting mensuels établis par le contrôle de gestion et la comptabilité générale
- d'évaluer régulièrement les risques inhérents aux différentes activités du Groupe, au regard des objectifs assignés, afin de prendre les mesures correctrices nécessaires tout en anticipant sur les facteurs de risques

ACTIVITES DE CONTROLE

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe, le dispositif de Contrôle Interne d'Avenir Finance s'applique sur le périmètre consolidé qui inclut l'ensemble des filiales.

Les activités de Contrôle Interne d'Avenir Finance, communs à l'ensemble des entités du Groupe sont articulées autour de procédures qui visent à atteindre les objectifs suivants:

- maîtriser les risques liés aux différentes activités,
- responsabiliser l'ensemble des acteurs, à faire en sorte que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise
- sécuriser les principaux processus opérationnels et flux financiers des filiales,
- actualiser régulièrement les procédures, notamment comptables et de traitement de l'information.



Les Dirigeants des filiales « métiers » du Groupe sont responsables de la mise en œuvre des procédures de contrôle interne destinées à sécuriser les principaux processus opérationnels et fonctionnels de leur entité. Ils sont garants de l'application des principes et bonnes pratiques définis par le Groupe.

Les procédures de contrôle interne sont complétées par une veille réglementaire et financière qui vise à identifier en amont et à anticiper les évolutions de la législation et de la réglementation française et européenne qui pourraient avoir un impact sur les contraintes applicables à la société.

Au sein des filiales, des recueils de procédures décrivent les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents. Ils portent notamment sur le respect des règles de délégation, sur la validation des opérations, leur correct dénouement, etc. Des contrôles permanents sont réalisés par les unités opérationnelles elles-mêmes.

En outre, des dispositifs de contrôle interne spécifiques recouvrent :

- les systèmes d'informations, pour lesquels des procédures et contrôles visent à assurer un niveau de sécurité satisfaisant.
- la prévention du blanchiment des capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme, conformément aux procédures et recommandations édictées par le Groupe. Des moyens spécifiques sont mis en œuvre afin de satisfaire aux diligences prévues par les lois et réglementations en vigueur en matière de surveillance et contrôle des opérations (incluant notamment les opérations en espèces et les chèques), de formation du personnel, d'adoption de règles écrites internes, ainsi qu'aux obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle.

Il doit être rappelé que le dispositif de Contrôle Interne, aussi complet qu'il soit, ne peut donner qu'une assurance raisonnable et non pas une garantie absolue que les risques visés dans le présent rapport sont totalement éliminés.



2. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Les informations financières et comptables destinées aux actionnaires sont établies par la Direction Générale du Groupe.

Les règles et les procédures sont communes aux comptes sociaux et aux comptes consolidés.

La fonction financière et comptable d'Avenir Finance est centralisée au siège.

Le partage des responsabilités relatives à la fonction comptable et les principes fondamentaux relatifs au contrôle comptable sont décrites dans un manuel de procédures comptables et financières. Ce manuel fait l'objet de mises à jour régulières suivant l'évolution des normes comptables. Il constitue l'outil de base des bonnes pratiques comptables au sein du Groupe.

Le service de comptabilité générale transmet des reporting mensuels à la Direction Financière et à la Direction Générale du Groupe.

Ce dispositif est applicable aux comptes consolidés. La consolidation est externalisée auprès d'un cabinet d'expertise comptable et est réalisée trimestriellement.

Les principes de consolidation ont été soumis à la Direction Générale et au Conseil d'Administration, qui a mandaté des missions d'expertise externes pour conforter certaines évaluations d'actifs. Les écarts d'acquisition, les parts de marché et les fonds de commerce font l'objet de tests de valeur selon la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie.

3. MISSIONS REALISEES EN 2007 :

En 2007, divers thèmes ont fait l'objet de travaux :

- analyse des contrats d'assurance RCP visant à adapter le montant des garanties à l'évolution des activités du Groupe
- application de la Directive MIF
- poursuite de l'élaboration de la cartographie des risques opérationnels et informatiques



C. PERSPECTIVES 2008

Finalisation d'une cartographie des risques en 2008, sur la base d'entretiens avec les responsables métiers et des audits spécifiques effectués au sein de certaines filiales.

Cette cartographie présentera les risques principaux auxquels les filiales sont confrontées, le process de prévention et de gestion de chacun des risques identifiés et en conséquence le niveau de risque résiduel.

L'effort de sensibilisation aux risques sera poursuivi auprès des différents collaborateurs métiers.

La Direction Générale continuera d'apporter tout son soutien à cette démarche dont le Groupe reconnaît l'importance pour un bon développement rentable et durable, afin de répondre au souci constant d'améliorer la qualité et la maîtrise des processus opérationnels et supports.

Fait à Lyon, le 18 mars 2008

Le Président du Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line followed by a stylized, cursive signature.